

nous disent: «Nous ne voulons aucun des produits de vos fabriques de machines et d'outillage.» Que nous disent-ils au moyen de leur programme DISC, le programme de la Domestic International Sales Corporation? Ils nous disent: «Nous voulons que vous acceptiez nos produits manufacturés.» Ils disent aussi, d'autre part: «Nous accepterons que vous nous exportiez vos ressources. Nous accepterons tout ce que vous pourrez nous fournir.» Et à quoi cela se résume-t-il?

Bien des journaux en ont fait mention récemment. Voici à quoi cela se résume: le développement est possible au Canada puisque «Si notre économie s'accroît» disent les États-Unis, «il nous faudra plus de ressources et votre développement sera plus grand.» Ma foi, si nos industries prennent une ampleur et une expansion qui l'emportent sur la baisse de notre production, on pourrait dire, je suppose, que notre produit national brut enregistrera une augmentation nette. Mais l'emploi se trouverait-il alors accru? Non. Obtiendrions-nous une augmentation nette de nos impôts? La réponse est encore non. Nous taxons les entreprises de pétrole et de gaz sur moins de 6 p. 100 de leurs bénéfices. En général, 63 p. 100 des bénéfices de notre industrie de fabrication sont impossibles. Seulement 13 p. 100 des bénéfices sont impossibles dans l'industrie d'extraction des métaux après qu'il a été tenu compte de l'amortissement accéléré, des allocations d'épuisement et d'autres privilèges. Aussi notre économie pourrait peut-être prendre de l'expansion alors que l'emploi baisserait, en dépit également d'une diminution des revenus fiscaux et, à vrai dire, malgré un ralentissement dans la division des bénéfices comme c'est le cas dans l'industrie du pétrole et du gaz car, étant donné sa concentration et la manière dont les dividendes sont versés, il y aurait une sortie de devises. De même, la valeur de notre dollar pourrait demeurer exactement la même. Nous pourrions remplacer un milliard de dollars d'exportations de pétrole et de gaz par un milliard de dollars d'exportations de produits ouvrés. La pression sur le dollar demeurerait élevée mais le résultat au sein de notre économie pourrait en fait être désastreux.

• (4.30 p.m.)

Je me rappelle tous les débats qui ont eu lieu lorsque je suis entré à la Chambre en 1968. Alors, nous expédions aux États-Unis environ 450,000 barils de pétrole par jour. Aujourd'hui, nous en expédions à peu près 800,000 barils. L'an prochain, c'est-à-dire dans quelques mois seulement, la moyenne sera de 900,000 barils. Il y a croissance de notre produit national brut, mais combien de nouveaux emplois cela représente-t-il? Le produit fiscal est-il beaucoup plus considérable, ainsi que le profit qu'en retirent les propriétaires canadiens? Si nous recherchons la croissance, nous devons examiner avec beaucoup de soin les éléments de cette croissance, afin de déterminer exactement quel est le genre de la croissance au Canada. Chose plus importante, si nos industries de fabrication commencent à faiblir, cela est déjà déplorable. Cette année, le gouvernement essaie de réduire la perte de production, mais tant que ces dispositions dureront, ainsi que les autres mesures, nous perdrons plus que la production accumulée. Nous perdrons autre chose, la capacité de produire et de posséder une industrie de fabrication forte et viable, qui puisse appuyer la recherche, la technologie et sa propre expansion. Voilà ce qui se

[L'hon. M. Kierans.]

détériorer et se perd, et une fois que nous nous serons débarrassés de toutes nos ressources, le pays sera à sec.

La Chambre doit chercher très soigneusement quels sont exactement les objectifs du Canada. Que voulons-nous et quel est le premier de nos objectifs? Je pense que tout citoyen du pays admettra que notre objectif primordial est l'emploi. Nous devons nous débarrasser de ce chômage perpétuellement élevé, qui sévit chez nous non pas simplement depuis l'accession du gouvernement actuel; il existait déjà avec des minimums très bas suivis des reprises très rapides. Nous devons bien préciser que l'emploi est notre objectif primordial.

La croissance est une belle chose, mais elle est secondaire si elle n'amène pas une hausse de l'emploi. Qu'est-ce que cela signifie? C'est dire que toutes nos politiques économiques doivent se concentrer non seulement sur la fabrication mais encore sur les ressources renouvelables telles que la pâte et le papier, le poisson, le blé, l'orge et les céréales. Toutes ces ressources sont renouvelables. Nous devons examiner de très près les ressources non renouvelables. En scrutant notre politique fiscale, nous pouvons constater que tous les avantages fiscaux sont accordés aux ressources non renouvelables.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: On accorde assez peu aux ressources renouvelables, c'est-à-dire aux entreprises qui répondent aux demandes continues garantes de l'emploi dans les années à venir. Exporter ses ressources c'est manger son capital. N'importe qui peut avoir un revenu élevé dans une année donnée si, outre son revenu et son salaire, il dépense \$10,000 qu'il a puisés dans son compte en banque. Mais ici à la Chambre nous sommes les dépositaires des ressources non renouvelables du pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Nous n'avons pas le droit de les dilapider, et d'obliger ainsi les générations futures à se remettre au labeur.

Des voix: Bravo!

M. Howard (Skeena): Pourquoi n'applaudissez-vous pas, Mitch?

L'hon. M. Kierans: A moins de modifier du tout au tout ces attitudes et de décider des industries que nous voulons favoriser et encourager, nous risquons fort, je le crains, de devenir une nation faible et pauvre, privée des ressources non renouvelables que nous aurons gaspillées et de ne plus être capables de produire. La prochaine génération devra recouvrer les techniques et les investissements du passé que nous aurons peut-être dissipés dans l'intervalle. Nos politiques devraient comporter une action monétaire libérale et capable de satisfaire à nos exigences en matière de capitaux. Que les provinces empruntent ici au pays et que la Banque du Canada mette des fonds en disponibilité par les voies financières normales.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Si un gouvernement provincial, ou sa commission d'énergie hydro-électrique, veut aller